

re comédiennes célèbrent à leur manière,
closes

ouvrent le théâtre Do it yourself



Les comédiens Christian Lüscher, Charles Poncet, Christian Reiser,
THÉÂTRE DE L'ESPÉRANCE, GENÈVE, 20 SEPTEMBRE 2000

soigneusement épargner tout effort intellectuel ou esthétique.

Le thème: les maisons closes ont rouvert leurs portes et on peut donc à nouveau y mêler à cœur joie aigrefins, notables, policiers et demoiselles fortes en jambes et en gueule. Son exploitation donne plus dans la farce sans complexes que dans la satire politique. Mais à défaut de brocarder les politiciens, les organisateurs s'en paient un par soirée, à titre d'invité surprise. Mercredi soir, le patron de la justice et de la police genevoise, Gérard Ram-

sever, est venu faire un petit tour dans les salons du *Zero two two*. Il a sauvé de justesse son costume des épanchements humides d'un policier aviné (incarné par Charles Poncet), a bu un jus de pomme en galante compagnie et est reparti sous les ovations du public sans s'être aventuré à l'étage.

Le spectacle se donne tous les soirs à 20h30 jusqu'au 30 septembre. L'occasion de redécouvrir les charmes trop souvent dédaignés de la convivialité provinciale.

Sylvie Arsever

GENÈVE • Opposition libérale et radicale

Référendum contre le rachat de la Maison des associations

Lorsque, au cours de la séance du Conseil municipal du 13 septembre, la Ville de Genève avait décidé d'acheter pour 1,5 million de francs les sous-sols, rez-de-chaussée et 1er étage des 11-17 rue des Savoises, afin de les remettre à la Maison des associations, les libéraux et les radicaux avaient annoncé qu'ils mettraient tout en œuvre pour s'opposer à cette acquisition. Jeudi, ils ont mis leur menace à exécution en lançant un référendum. Ils doivent récolter 4000 signatures, d'ici au 1er novembre.

Les référendaires craignent que la Maison des associations ne devienne un gouffre financier. «La Ville a déjà acheté le 9, rue des Savoises pour 1,2 million; l'Etat, le 8 et 8 bis du Vieux-Billard pour 1,6 million, plus un don de 900 000 francs, ainsi qu'une garantie financière. On se dirige vers d'autres demandes de subvention», estime le chef du groupe radical au Conseil municipal, Bernard Lescaze.

Les libéraux et les radicaux critiquent surtout le financement par la Ville d'un lieu «où seules des associations d'obédience gauchiste peuvent entrer». «Pour obtenir des locaux, il faut absolument s'occuper de droits de la personne, de défense de l'environnement, de paix et de désarmement ou de développement durable», martèle Bernard Lescaze. «Cette politique des petits copains est choquante, estime le conseiller municipal libéral. Nous critiquons surtout la Ville qui finance avec les deniers publics des associations militantes de gauche. Des associations dont nous ne partageons pas les idées», renchérit Bernard Lescaze.

N. M.